

*Initiatives ministérielles*

culiers en pensions, salaires, Prestations d'assurance-chômage, allocations familiales et autres prestations si importantes et si appropriées.

N'oubliez pas que, cette année, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a clôturé son exercice avec un excédent au compte courant. Il n'est pas sans le sou, et les gouvernements des autres provinces de l'Atlantique ont équilibré leur budget. C'est bien. C'est tout à leur honneur, mais ils vont raconter dans tout le pays que le gouvernement fédéral les vole.

Ce projet de loi est important. Ces amendements n'y ajoutent absolument rien, et j'encourage tous mes collègues à l'adopter rapidement de sorte que nous puissions continuer à construire un pays fort et à satisfaire aux besoins de Terre-Neuve et du Labrador et de toute la région canadienne de l'Atlantique.

[Français]

**M. Phillip Edmonston (Chambly):** Madame la Présidente, j'aimerais surtout parler sur les amendements proposés au projet de loi C-69. Je suis en faveur de la motion de mon collègue, surtout parce que je vois que cette loi est dangereuse et inacceptable. En tant que député venant du Québec, élu au Québec, qui voit que cela va enlever environ 4 milliards de dollars, et que même notre premier ministre a dénoncé à maintes reprises ce geste d'un autre gouvernement qui a soi-disant un penchant pour le Québec, ce qui est complètement faux, nous croyons que ce projet de loi C-69 établit un précédent inacceptable. Ce qui fait que pendant que le geste du gouvernement est contesté devant les tribunaux, ce qui veut dire que ce geste du gouvernement est *sub judice*, on a le culot de vouloir présenter ce projet de loi ici à la Chambre. La décence même exige qu'au moins, ici, nous attendions que les tribunaux décident de cette affaire. Qu'est-ce que les tribunaux vont décider? Cela est très important parce que c'est pour cela que je crois que ce projet de loi en est un très dangereux.

Quand nous essayons de dire à tous les Canadiens que le fédéralisme est rentable en même temps qu'on cherche à vendre le fédéralisme, nous sommes en train de couper les responsabilités du gouvernement fédéral en donnant moins d'argent aux gouvernements provinciaux, comme l'Alberta, l'Ontario, la Colombie-Britannique et aussi le Québec.

Je vais vous parler d'un concept, et je suis sûr que mon collègue comprend aussi ce que l'on appelle le contrat social. Nous avons des ententes avec le gouvernement fédéral à l'effet qu'il va nous donner une certaine sécurité, mais dans ce cas-ci c'est le contraire qui se produit. Au Québec, les gens. . . C'est cela, vous comprenez le

français. Je suis content que mes collègues comprennent le français. Le contrat social veut dire qu'on devait avoir une certaine protection du gouvernement fédéral. Cette protection du gouvernement fédéral, on ne l'a pas eue. Les députés du gouvernement conservateur trouvent cela drôle. Je comprends qu'ils peuvent rire aujourd'hui, mais je crois que ce qu'ils sont en train de faire c'est rire des Québécois parce qu'ils pensent peut-être qu'en coupant quatre milliards de dollars aux gens du Québec, c'est cela leur façon de défendre les intérêts québécois. Moi, je ne crois pas.

Je m'excuse, madame la Présidente, ce projet de loi est inacceptable pour les Québécois et les Québécoises. Pourquoi? Quand je vous parle des quatre milliards de dollars qu'on va perdre la première année, on va perdre cela où? C'est simple, on va perdre dans les services de santé, notamment les services de santé aux personnes âgées.

Dans ma circonscription, il y a beaucoup de personnes âgées qui dépensent de cet argent-là pour les soins médicaux. Je suis sûr, parce que j'ai habité dans la circonscription de Saint-Hyacinthe, et c'est la même chose dans d'autres circonscriptions. Pour nous autres, la province de Québec, le gouvernement est en train de nous démontrer que le fédéralisme ne paie pas. C'est clair. Et c'est dommage. C'est dommage parce que. . .

[Traduction]

Permettez-moi de m'exprimer ici en anglais pour que tous mes collègues d'en face comprennent bien ce que je dis.

Je sais pourquoi les conservateurs sont devenus une espèce en voie d'extinction dans tout le Canada. C'est parce que les Canadiens estiment que le projet de loi dont nous sommes ici saisis, le projet de loi C-69, est injuste et inéquitable. Ils croient que le gouvernement est l'architecte de notre malheur avec la hausse des taux d'intérêt, l'Accord de libre-échange qui, comme on dit en français. . .

[Français]

. . . n'a jamais livré la marchandise. Je m'excuse, madame la Présidente, encore là, j'ai entendu quelques bruits de l'autre côté, du côté des conservateurs. Je suis sûr que mes collègues seront d'accord avec moi que même s'ils savent lire les journaux, la presse, ils savent que le libre-échange n'a pas livré la marchandise et qu'aujourd'hui on a besoin, d'après le gouvernement, de couper quatre milliards de dollars de l'argent qui est destiné aux Québécois parce qu'on a besoin de cet argent à cause du déficit canadien.